

- 3 -

**PRATIQUE ET « PHILOSOPHIES »
DU FINANCEMENT DES ÉCONOMIES SOUS-DÉVELOPPÉES
PAR DES SOURCES EXTÉRIEURES**

Il s'agit dans cette note de repérer les principaux éléments récents (jusqu'en 1979) d'évolution des flux économiques et financiers à destination des pays sous-développés. Il s'agit conjointement d'examiner l'évolution de la "philosophie" de l'aide économique au développement, au regard des pratiques réelles.

Le financement extérieur des économies sous-développées recouvre un ensemble apparemment hétérogène de "ressources": bilatérales ou multilatérales, publiques ou privées, libérales ou au coût du marché, opérations volontaristes de développement ou investissement directs de firmes transnationales, par exemple.

Le financement extérieur global des pays sous-développés (du moins classés tels par l'O.C.D.E.) a triplé de 1969 à 1977, où il représente 51,5 milliards de \$. Sur cette somme, 47 milliards proviennent des pays capitalistes les plus riches, groupés au sein du comité d'Aide au Développement (OCDE) et 8,7 milliards transitent par le groupe de la Banque Mondiale (BIRD, IDA, SFI): 6,1 milliards de \$ seulement concernent l'agriculture; 13 % du total des ressources (mais 19 % de l'aide publique, où existe un élément "don") sont destinés à l'Afrique au Sud du Sahara.

La composition de l'ensemble du financement a subi de fortes transformations dans les années 1970.

On constate simultanément: une détérioration des conditions et du volume d'endettement; un déplacement accru des ressources de financement vers les pays sous-développés à revenu moyen, au détriment des pays à faible revenu; un désengagement financier des Etats des pays capitalistes les plus puissants au profit de leurs entreprises et, de plus en plus, de leurs banques. A titre d'illustration: les prêts internationaux représentent presque la moitié du total des apports de ressources aux conditions du marché, ces apports constituant 62 % du financement global; les émissions d'obligation et les crédits bancaires s'adressent avant tout aux pays à revenu moyen et ont quadruplé de 1975 à 1977.

La situation est l'aboutissement actuel d'une succession de phases décelables tant dans la pratique de ce financement que dans la "philosophie" qui lui est liée.

Grossièrement, on peut distinguer depuis la seconde guerre mondiale quatre périodes dans la pratique et la politique de financement du "développement".

ELEMENTS D'EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU TOTAL DES RECETTES DES PAYS
EN DEVELOPPEMENT DE TOUTES PROVENANCES (Source OCDE : coopération
pour le développement : examen 1978)

	1969	1970	1976	1977
<i>Part des ressources bilatérales</i>	37 %			19 %
<i>Part de l'aide publique</i>	52 %			38 %
<i>Part des pays de l'OPEP</i>	4,5 %			11,5 %
<i>Part du secteur bancaire international</i>	3,9 %			20,9 %
<i>Part des apports de ressources aux conditions du marché</i>	48 %			62 %
<i>Part des apports des USA, de l'Allemagne, du Japon, de la France et du Royaume Uni :</i>				
- dans le total des ressources		76 %		54 % (+ 270 % en valeur absolue)
- dans l'aide publique		33 %		16 % (+ 186 %)
- dans les investissements privés directs		18 %		13 % (+ 278 %)
- dans les capitaux privés		37 %		37 % (+ 350 %)
<i>Montant de l'évolution de la dette des pays en développement</i>		74,1 % milliards \$		244,0 milliards \$ (+ 300 %)
- auprès du secteur privé ^{**}		28,1 %	41,1 %	

^{**} M.C1. CELESTE : "L'endettement du Tiers-Monde", Le Monde Diplomatique, juin 1978.

De 1945 à 1960 environ, l'économie du système capitaliste se reconstruit, essentiellement avec l'aide octroyée bilatéralement par les Etats-Unis. Les pays sous-développés en tirent peu de bénéfices, et encore moins les pays africains, encore colonisés. L'agriculture est très peu concernée par les politiques d'aide au développement, l'accent étant mis sur le développement par import-substitution. La philosophie dominante repose sur l'hypothèse que *le développement est avant tout affaire d'apport de capital*; elle est finalement optimiste, puisque rien dans le système économique mondial n'imposerait une paupérisation cumulative des pays sous-développés à condition qu'ils absorbent une quantité suffisante de capital...

Dans les années 1960, le volume des capitaux disponibles pour les transactions internationales s'est accru. La convertibilité des monnaies des principaux pays capitalistes permet aux accords de Bretton-Woods (1944) de fonctionner pleinement et de faciliter les rapports économiques internationaux dominés par les Etats-Unis. Les banques privées commencent à concurrencer l'aide publique des Etats comme apporteurs de capital.

Au sein des pays sous-développés, les opérations de développement se déroulent dans une ambiance difficile et paradoxale: les marchés mondiaux agricoles, où fonctionnent des prix protégés, s'encombrent de produits à prix très bas, certains pays ayant un "monopole" de production; la psychose des invendus est réelle: une bonne récolte peut être une calamité financière. Pour les pays sous-développés, il est moins onéreux d'importer que de produire. D'autre part, le problème alimentaire est moins ressenti à cause d'une population plus faible, du faible coût du vivrier, d'une plus grande importance relative de la production domestique. Les Etats nouvellement indépendants cherchent à obtenir leurs propres sources de financement, indépendantes de l'ancienne métropole. La philosophie du développement est focalisée sur l'industrialisation, le sous-développement n'étant qu'un simple retard entre économies nationales (les Nations Unies officialisant ces thèses dans la -première- décennie du Développement). L'apport devenu important des Banques capitalistes suscite une distinction essentielle entre les pays à très bas niveau de revenu, offrant peu de critères de rentabilité, et les autres. Les premiers, ou "*pays aidés*", seront laissés à la discrétion de l'aide publique ou internationale (spécialement l'IDA dans le groupe "Banque Mondiale"); les autres ou "*pays commerciaux*", obtiennent des sources de financement privé et acquièrent une partie de leurs importations au coût du marché. Cette distinction va se développer ensuite, dans les années 1970. Mais déjà, un certain nombre de conceptions sont réévaluées: la nécessité des restrictions à l'importation pour favoriser l'import-substitution est critiquée au nom du coût économique lié à toute politique protectionniste; parallèlement la variable "*progrès technique*" est plus étroitement intégrée aux modèles de développement.

Les années 1970 débutent dans une conjoncture d'expansion économique et des échanges internationaux. C'est, pour les financiers, "le bon boom" qui alimente des investissements accrus dans les pays sous-développés. La philosophie dominante du développement, établie dans la Stratégie Internationale du Développement, globalise les objectifs, incluant les aspects sociaux. Ainsi, on agirait effectivement sur la réduction des écarts entre nations et groupes de revenu et l'on permettrait une diffusion de l'emploi et des revenus dans les régions rurales. Mais les problèmes monétaires internationaux (inconvertibilité de fait du \$ en 1971) et la récession mondiale de 1973 interrompent les vastes perspectives du programme.

La récession devient crise. L'on assiste simultanément à une reconversion profonde des économies capitalistes développées, sous l'égide du capital financier, et à une flambée des prix des biens primaires (produits tropicaux et, surtout, pétrole). La récession économique des pays industrialisés et l'afflux des capitaux recyclés par les pays producteurs de pétrole déterminent une situation de surliquidité des banques. C'est, pour elles, le "mauvais boom": le marché financier est un marché où les emprunteurs sont dans un rapport de forces favorable. Parmi les emprunteurs figurent pour une part de plus en plus importante les pays sous-développés (ceux dont les revenus sont les plus bas étant toujours laissés au crédit public bilatéral et, de plus en plus, multilatéral).

Résultat : depuis 1973, les capitaux originaires de l'OPEP passent de 4,5 à 11, 5 % du total du financement des pays sous-développés (la part des pays socialistes dépasse à peine 1 %); deux tiers des ressources proviennent de capitaux privés; 62 % de l'apport total est effectué aux conditions du marché. Dans cet apport, l'élément le plus dynamique et, désormais, le plus important, n'est plus constitué par les investissements directs (donc les transnationales) ni par les crédits à l'exportation mais par les prêts bancaires internationaux (21 % du total des ressources). Les pays sous-développés constituent comme un ballon d'oxygène à l'économie financière capitaliste. Ils représentent maintenant 20 % du commerce international des pays développés et sont les plus gros emprunteurs sur les marchés des capitaux privés internationaux (cf. les thèses sur la "mondialisation de l'économie" et sur la place du "capital financier"). L'augmentation des exportations et des P.N.B. de ces pays rassurent globalement les experts financiers sur la question de l'énormité de leur dette extérieure (244 milliards de \$ en 1977).

La philosophie dominante de l'aide et du financement s'en trouve profondément transformée. Plus exactement elle se livre sur deux plans distincts qui sont pourtant complémentaires. Le premier plan est celui de la *réorganisation de l'économie mondiale*: les entreprises et le capital financier ont besoin du marché des pays sous-développés; mais parmi ces derniers ceux dont les garanties économiques sont les plus fortes sont en mesure de choisir entre diverses

sources de financement (APD, FMI et pétro-dollars par exemple) et d'imposer le principe de non-ingérence dans les choix politiques et économiques de leurs Etats: ainsi en 1970, déjà, les responsables politiques des pays sous-développés avaient boudé la Stratégie Internationale du Développement de l'ONU, car ils y voyaient les conseils alignés des Etats industriels, et particulièrement des USA; de même le "dialogue Nord-Sud" s'inscrit dans le cadre d'une confrontation dure. Cela correspond également à la constitution de capitalismes "nationaux" dans les pays sous-développés (repli des transnationales vers les pays développés) au profit du capital financier international. D'ailleurs, au sein même des pays sous-développés, un groupe important parmi ceux qui sont repérés comme les plus "rentables" ne sont pas d'accord pour un réaménagement radical de la dette privée, craignant eux-mêmes pour leur crédibilité. Il en résulte que la philosophie dominante du développement repose sur le principe du "profit mutuel" entre pays développés et sous-développés. Le "nouvel ordre économique international" doit donc être trouvé dans le cadre de négociations (c'est l'époque actuelle du "développement institutionnel"). La distinction fondamentale entre le développement libéral par les exportations et le financement extérieur et le développement autocentré n'est plus de mise. L'on doit rechercher une combinaison optimale et variable selon les pays, d'impulsions nationales et étrangères. Il reste que tout excès protectionniste est condamné: des théoriciens-experts remettent en question la réalité de la détérioration des termes de l'échange à long terme et même la nécessité de la stabilisation des marchés, qui, selon eux, serait loin d'être profitable aux pays sous-développés pour la plupart des produits agricoles de base. La généralisation du progrès peut donc justifier un accroissement de l'inégalité, si les pauvres y trouvent avantage. Dans ce cadre, le FMI (auquel est étroitement lié le groupe de la Banque Mondiale) jusque là simple surveillant du système monétaire international (accords de Bretton-Woods) devient un élément actif de la politique de crédit international, en particulier par une coordination étroite avec les banques commerciales, allant jusqu'au cofinancement d'opérations de développement (depuis peu condamné). Le Directeur du FMI se croit obligé de répondre en septembre 1978 à la critique que le FMI apparaît avant tout comme organisme chargé de tirer d'affaires les banques. Autre critique de la philosophie officielle du développement: les effets négatifs de transferts inappropriés des technologies. Il reste que les conceptions économiques libérales (préconisant par ailleurs une orthodoxie musclée des politiques économiques internes) triomphent -certains pays comme le Pérou ou le Zaïre étant sous la tutelle constante du FMI.

Deux problèmes liés ne trouvent pas cependant de solutions dans ce cadre libéral: le *problème alimentaire* et celui des *pays les plus pauvres* ou "les moins avancés" (P.M.A.) qui sont marginalisés par rapport au système mondial. C'est un deuxième volet de la philosophie dominante du développement qui les prend en charge

(et ici on parlera non plus du FMI, mais de la Banque Mondiale). Elle n'a plus vocation à régenter l'ordre économique mondial mais, plus spécifiquement, à "vaincre le sous-développement" incarné par le problème alimentaire et l'existence de pays marginalisés. Ce sont ces deux préoccupations qui sous-tendent les modalités d'aide préconisées: développement *intégré*, pour faciliter l'intégration réelle des ensembles de producteurs et non seulement des circuits de commercialisation; prise en compte des besoins alimentaires et des "besoins essentiels"; encadrement des petits producteurs. Le maillon faible de la chaîne néo-libérale de développement est ainsi pris en charge par une philosophie à usage sélectif et appliquée par les institutions officielles de développement (Banque Mondiale, Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, CEE, Nations-Unies...). Le discours reprend des thèmes humanitaires: couverture des besoins essentiels de l'homme, à commencer par la nourriture -or, l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires, le déséquilibre vivrier consécutif à l'extension des cultures d'exportation, l'inefficacité des importations alimentaires pour résoudre les cas de disette grave et de famine se jouent au niveau global de la réorganisation économique mondiale. Autre thème: la réduction des écarts entre nations et entre catégories sociales; désormais l'effort de développement doit porter en priorité sur les pays et les couches les plus démunis, de telle façon que les petits producteurs directs, et non plus une catégorie limitée d'exploitants favorisés, soient assurés d'un niveau minimum de reproduction - or le caractère financièrement et politiquement insupportable de la dépendance alimentaire renvoie au monopole des pays les plus riches. On pourrait dire que la philosophie du développement actuellement dominante:

1. comble les fissures du système économique international dans ce qu'il a de plus visible: impératif alimentaire et marginalisation de certains pays;
2. développe les thèmes d'action spécifiques à ces "bavures": importance du secteur agricole et prise en compte de la production vivrière dans toute opération de développement; action prioritaire et "intégrée" sur les marginaux du développement. Ainsi, les pays sous-développés à revenu plus élevé et les secteurs non-agricoles, déjà intégrés à l'économie mondiale, sont davantage pris en compte par la philosophie du redéploiement économique mondial;
3. mais les "deux philosophies" se rejoignent quant aux moyens proposés: ceux-ci diffèrent par les sources dominantes de financement (public ou privé selon le cas) mais ils autorisent un éclectisme des modalités d'intervention (impulsion extérieure ou nationale) et même du choix d'institutions politiques: les pays sous-développés à option socialiste sont invités à participer à la stratégie des échanges internationaux. (Les pays socialistes

européens n'échappent d'ailleurs pas à ce mouvement d'intégration aux échanges internationaux et d'endettement vis-à-vis des principaux pays capitalistes; cf. également les accords sino-japonais ou sino-américains).

TEXTES UTILISES

- OCDE - *Coopération pour le développement*, Examen 1978.
- LITTLE (I.M.D.) - Restrictions à l'importation et exportation dans les pays en développement, *Finances et Développement*, sept. 78, 15, 3.
- CELESTE (M.Cl.) - L'endettement du Tiers-Monde, *Le Monde Diplomatique*, juin 1978.
- JURUNA (J.), 1977 - Le Fonds monétaire et les banques privées: Le "gendarme" du grand capital, *Le Monde Diplomatique*, oct.
- PALLOIX (Ch.), 1978 - L'économie de crédit international nouvel instrument de l'assujettissement, *Le Monde Diplomatique*, nov.
- YUDELMAN (M.), 1977 - Les projets de développement rural intégré: l'expérience de la Banque, *Finances et Développement*, mars.
- STREETEN (P.), 1977 - Nouvelles conceptions du développement, *Finances et Développement*, sept.
- BROOK (E.M.) et GRILLI (E.R.), 1977 - La stabilisation des prix des produits de base et le monde en développement, *Finances et Développement*, mars.
- BATES (D.J.) et DONALDSON (G.F.), 1975 - Changement d'orientation dans le domaine des prêts au secteur rural, *Finances et Développement*, juin.
- Marchés Tropicaux et Méditerranéens, 1978 - *Rapport 1978 de la Banque Mondiale. Le pire danger pour l'économie mondiale serait le recours au protectionnisme*, n. 1715, sept.
- DESHAYES (H.), 1978 - *L'endettement des pays en développement*, Min. de la Coopération, Etudes et Documents, sept. n° 33.
- Ministère de la Coopération, 1976 - *Réflexions nouvelles sur le développement rural*, Etudes et Documents, déc., n° 25.
- STOLERU (L.), 1969 - *L'équilibre et la croissance économique* Paris, Dunod (chapitres XI, XIV, XV, XVI sur le développement économique).

- BEHMOIRAS (J.P.), 1978 - Exposé introductif à la séance sur "la prise en compte de l'espace", *Colloque de Ouagadougou: rationalité technique et logique paysanne*, déc.
- CORM (G.), 1977 - L'endettement vertigineux du Tiers-Monde et le commerce de technologie, *Le Monde Diplomatique*, juin.